

## TAYEB BELAÏZ COMMENTE LES ÉVÉNEMENTS DU 20 AVRIL DERNIER À TIZI-OUZOU : «Les dépassements enregistrés sont des actes isolés»

**Le Département de l'intérieur et des collectivités locales sort de son mutisme et décide de s'exprimer sur les événements qui ont eu lieu le 20 avril dernier à Tizi-Ouzou. C'était avant-hier, au siège de la direction des unités républicaines d'El-Hamiz, situé à l'est de la capitale.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Inattendue la sortie médiatique de jeudi dernier de Tayeb Belaïz, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. Le lieu choisi n'est pas fortuit. Il s'agit de la direction générale des Unités républicaines (URS) d'El-Hamiz, une des plus importantes structures de la Sûreté nationale.

C'est d'ailleurs à cette structure qu'incombe la responsabilité de former les policiers en charge de gérer les manifestations et les foules. A ce titre, l'actualité de la semaine, à savoir les événe-

ments de Kabylie, avaient dominé cette rencontre avec la presse. C'est dans ce cadre, que Belaïz dira que les «dépassements» de certains policiers, enregistrés lors de la marche réprimée du 20 avril dernier à Tizi-Ouzou et dont une vidéo en a révélé les agissements sont des actes «isolés».

C'est l'expression utilisée par le premier responsable du département de l'intérieur et des collectivités locales, lorsqu'il évoqua le sujet. Selon lui, «si des dépassements ont été enregistrés, ils sont exceptionnels et relèvent d'actes isolés». Inscrivant cette sortie sur le terrain dans le cadre d'une visite d'inspection, Tayeb Belaïz, accompagné en la circonstance par le directeur général de la Sûreté nationale M. Abdelghani El Hamel, a ajouté que «les corps de sécurité, tenus par le respect rigoureux des lois de la République dans toutes leurs interventions, ont fait montre d'un haut degré de pro-



Photo : Newpress

Belaïz n'a rien apporté de nouveau.

fessionnalisme dans le traitement des émeutes, manifestations et marches dans certaines wilayas».

Evoquant les événements du 20 avril dernier, Tayeb Belaïz n'a rien apporté de nouveau par rapport à ce qui a été déjà révélé par la presse.

«Le directeur général de la Sûreté nationale le général-major Abdelghani Hamel, a ordonné qu'une enquête soit ouverte à ce sujet et je pense que les personnes impliquées dans les dépassements ont été suspen-

dues de leurs fonctions par mesure préventive». Selon la même source, «l'enquête suit son cours» et si des «preuves corroborent les faits signalés, ces personnes seront déférées devant la justice comme tous les citoyens». «L'Etat a accompli son devoir et les services de sécurité sont tenus par le respect de la loi. L'agent de police est le premier à qui incombe le respect de la loi et la préservation de la dignité des citoyens», a-t-il martelé. «A défaut de plainte, des sanctions administratives seront imposées

aux personnes impliquées», a ajouté le ministre. Toujours selon Belaïz, qui a précisé que l'enquête suit son cours, «si jamais nous arrivons à avoir des preuves qui corroborent les faits signalés, les présumés coupables seront traduits devant la justice comme tous les citoyens». Il a fait savoir par ailleurs qu'il n'y a pas eu de dépôt de plainte de la part des victimes», cependant, il dira «l'Etat fait son travail et les services de sécurité sont aussi soumis à toutes les lois et personne ne peut transgresser la loi», tout en soulignant que «personne n'avait le droit de toucher à la dignité des citoyens algériens».

Le ministre de l'Intérieur a également démenti les informations faisant état de l'arrestation de l'auteur de la vidéo montrant des policiers commettre des violences sur des manifestants à Tizi-Ouzou lors de l'empêchement de la marche du 20 avril dernier.

Enfin, Tayeb Belaïz a conclu sa conférence de presse en indiquant que «la situation à Ghardaïa, en proie à des violences depuis plusieurs mois, a repris son cours normal».

A. B.

### TRANSITION DÉMOCRATIQUE

## Djaballah appelle les intellectuels de tous bords à s'y impliquer

**Pour le président du Front de la justice et du développement (FJD), le sort de la présidentielle du 17 avril écoulé a été conforme aux prévisions avec un taux de participation excessivement gonflé.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Et principal indicateur du tableau de bord présidentiel qui n'autorisait aucune illusion quant à la transparence et à la régularité du scrutin d'il y a dix jours, la présente Constitution qui, aux yeux de Abdallah Djaballah, qui discourait hier à l'ouverture d'une session de formation politique pour l'encadrement de son parti, «ne garantit pas des élections libres et transparentes».

D'où, tiendra-t-il à rappeler, la raison de son plaidoyer pour un «report de cette élection et une révision de la loi fondamentale du pays» à même de consacrer, selon lui, «les équilibres, tous les équilibres et une répartition claire et sans équivoque des missions dont souffre justement l'actuelle version de la Constitution».

Comment ? Djaballah, qui affirmera plus d'une fois «ne pas faire confiance aux ministères de l'Intérieur et de la Justice», dira

retourner aux «sources», soit la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 qui consacre toutes les libertés et tous les devoirs avec une citoyenneté qui ne doit «qu'une seule allégeance, celle à l'égard de l'Etat».

Et d'en appeler aux intellectuels, qu'ils soient au pouvoir, dans l'opposition, dans les organisations, les associations, ou tout simplement neutres ou indifférents jusque-là, ou les personnalités à l'effet de s'impliquer dans la chose politique. Avec comme objectif, précisera-t-il, «s'entendre sur un agenda pour une transition démocratique», car, avertira-t-il, il y va de la «responsabilité historique de tout un chacun en cette période».

Ce dernier projet auquel s'attelle la coordination des partis et personnalités ayant boycotté la dernière présidentielle et qui s'est muée depuis la semaine écoulée en coordination pour les libertés et la transition démocratique, Djaballah dira que tout le monde s'y



Photo : Samir Sid

Djaballah veut retourner à la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

retrouvera ; islamistes, nationalistes, laïcs, salafistes et autres courants de pensée. Ce n'est qu'à ce stade que toute compétition électorale saine et transparente pourra être possible».

M. K.

### TIARET

## Deux terroristes capturés dans un marché hebdomadaire

**Deux terroristes ont été capturés hier matin aux environs de 9h30 par les services de sécurité à l'intérieur du marché hebdomadaire, situé sur la route de Aïn Guesma à Tiaret, a-t-on appris de sources sûres.**

Visiblement jeunes, selon un témoin oculaire, les deux suspects étaient attablés sous une kheïma traditionnelle où on sert habituellement du thé, lorsqu'ils ont été brusquement surpris par

l'intervention de policiers en civil.

L'arrestation a eu lieu au moment où d'autres éléments de la police assuraient la garde à l'extérieur. Ces derniers ont, en effet, agi en professionnels de

peur de créer la panique parmi la grande foule qui se trouvait sur les lieux.

Selon des informations colportées, cette opération s'est aussi soldée par la récupération de deux pistolets automatiques alors que d'autres informations parlent également de deux grenades. Par ailleurs, en attendant

les résultats définitifs de l'interrogatoire, l'un des deux terroristes aurait été identifié comme étant B. K., âgé de 35 ans et l'autre A. A., 34 ans. Cela dit, aucune confirmation quant à l'origine des deux terroristes et au mobile de leur présence sur les lieux, n'est cependant rendue publique.

M. B.

### RETRAITÉS, INVALIDES,

### RADIÉS ET AYANTS

### DROIT DE L'ARMÉE

## Rassemblement mercredi prochain à Alger

Les coordinateurs des wilayas du centre et représentants des retraités, des invalides, des radiés et ayants droit de l'armée ont décidé, hier, d'une nouvelle action : un rassemblement le mercredi 30 avril 2014, à l'esplanade de la Grande-Poste, à Alger.

C'est dans un communiqué, rendu public hier, qu'ils affirment ainsi leur volonté de ne pas abandonner leur combat citoyen pour reconquérir ce qui leur revient de droit. Il s'agit, en effet, de la revalorisation des pensions de retraite avec effet rétroactif du 1<sup>er</sup> janvier 2008, des quotas de logements, des aides dans le cadre du programme de l'habitat rural et le droit d'accès aux soins dans les hôpitaux militaires. Ceux-là mêmes qui ont répondu à l'appel de la patrie durant les années 1990 pour combattre le terrorisme rejettent et condamnent également, dans le même communiqué, les déclarations récentes du président de leur Coordination nationale, les qualifiant de «promesses mensongères et imaginaires qui, même si elles s'avèrent véritables, ne travaillent pas les intérêts de tous, en raison des conditions de vie difficiles auxquelles nous sommes soumis et que nous considérons comme dégradantes».

Ils ne manquent pas aussi de dénoncer le comportement de ce même président de la Coordination nationale des retraités de l'armée qui, affirment-ils, «ne se préoccupe que de ses propres intérêts».

Enfin, ils lancent un énième appel au président de la République et à leur ministère de tutelle pour prendre en charge leurs revendications.

M. M.